

## **CANTINES SCOLAIRES ET AMÉLIORATION DES INDICATEURS SOCIOÉDUCATIFS DANS LES LOCALITÉS DU PROJET AU TOGO**

**Kofi Tomekpe ALLOSSUNU**

**et**

**Koffi KPOTCHOU**

Université de Lomé

[kpotchou@gmail.com](mailto:kpotchou@gmail.com) / [allossunuk52@gmail.com](mailto:allossunuk52@gmail.com)

---

### **Résumé**

Le développement inclusif et solidaire prôné par certains pays se concrétise généralement par la mise en place de projets sociaux visant à offrir aux couches vulnérables des possibilités d'accéder au minimum vital commun. Ainsi, depuis 2008, le Togo s'est lancé dans des politiques de promotion de l'inclusion sociale à partir d'un projet national de cantines scolaires. Après quatorze années de sa mise en œuvre, le parcours du projet mérite d'être apprécié. Des données chiffrées des différents rapports d'activités de mise en œuvre et d'évaluation du projet sont analysées et des entretiens individuels semi-structurés touchant au total 79 principaux acteurs (ONG, mamans cantines, directeurs d'écoles, comités des parents d'élèves, responsables des structures centrales et déconcentrées de l'Etat) sont menés. Les résultats montrent une nette amélioration des indicateurs scolaires : de 2008 à 2020, le nombre d'élèves bénéficiaires des cantines scolaires est passé de 18 803 à près de 100 000 ; le taux d'abandon est de 0,9% dans les Ecoles primaires publiques à cantines contre 1,4% dans celles sans cantines ; l'inscription des filles a augmenté de 12,6% dans les Ecoles primaires publiques à cantines alors que ce taux n'a augmenté que de 5,5% dans les écoles non bénéficiaires.

**Mots-clés :** cantine scolaire, zones du projet, indicateurs scolaires, enseignement primaire, Togo.

### **Abstract:**

The inclusive development advocated by some countries generally takes the form of the establishment of social projects aimed at offering

vulnerable groups the possibilities of accessing the common subsistence minimum. Thus, since 2008, Togo has embarked on policies to promote social inclusion through a national school canteen project. After fourteen years of its implementation, the course of the project deserves to be appreciated. Figures from the various project implementation and evaluation activity reports are analyzed and semi-structured individual interviews involving a total of 79 main stakeholders (NGOs, mothers in canteens, school directors, parents' committees). students, responsible for central and decentralized State structures) are conducted. The results show a clear improvement in school indicators: from 2008 to 2020, the number of pupils benefiting from school canteens rose from 18,803 to nearly 100,000; the drop-out rate is 0.9% in public primary schools with canteens against 1.4% in those without canteens; Girls' enrollment increased by 12.6% in public primary schools with canteens while this rate increased by only 5.5% in non-beneficiary schools.

**Key words:** school canteen, project areas, school indicators, primary education, Togo.

### **Introduction**

Pendant plus de deux décennies, le système éducatif togolais a éprouvé d'énormes difficultés nées des crises socio-politiques des années 1990 qui ont entraîné une suspension de la coopération internationale. Celle-ci a eu pour effets d'affaiblir les capacités institutionnelles de l'Etat, d'entraver l'offre publique des services éducatifs et d'éroder la qualité des infrastructures socio-collectives. Toutefois, en dépit de ce contexte macroéconomique défavorable à l'émergence, le gouvernement s'est toujours attaché à garantir des arbitrages budgétaires favorables au secteur de l'éducation. Pour ce faire, des projets et programmes sont initiés ici et là pour insuffler une dynamique devant permettre d'oxygéner le système éducatif national afin d'assurer une efficacité interne et externe.

Aussi, les défis majeurs de la croissance inclusive portée par l'éducation, l'agriculture et le développement local ont-ils conduit le Togo à

mettre en œuvre un train de mesures visant à lutter contre la pauvreté, la faim et les vulnérabilités des populations, dans le but d'améliorer leur résilience. Conscient de l'importance de l'alimentation scolaire dans le soutien au système éducatif, le gouvernement a inscrit l'investissement dans le capital humain et le renforcement de la protection sociale parmi les priorités du Plan national de développement 2018-2022. Afin d'asseoir un programme intégré et durable d'alimentation scolaire, un Plan d'actions de projet de développement (PAPD) a été signé en 2012 entre le gouvernement et le Programme alimentaire mondial (PAM). L'appui du PAM vise à accroître le développement du capital institutionnel et humain en matière de politique et de gestion d'un programme d'alimentation scolaire au niveau national et à renforcer les liens entre la production locale, l'agriculture et les repas scolaires. En vue de répondre efficacement aux exigences et aux principes inhérents à cet instrument de protection sociale, un document de politique nationale d'alimentation scolaire a été promulgué. Les principaux axes d'intervention de ce programme soutiennent, entre autres, le développement d'un modèle d'alimentation scolaire basé sur l'utilisation de produits locaux avec une implication des communautés à la base<sup>84</sup>. Cet article vise à faire ressortir les effets bénéfiques de l'alimentation scolaire au Togo. Il est structuré en cinq parties : la première situe le problème, la deuxième présente le cadre théorique de référence, la troisième est consacrée à l'approche méthodologique utilisée, la quatrième expose les résultats et la dernière s'attèle à la discussion de ces résultats.

### **1. Enoncé du problème**

Les études de mobilité sociale, du mode d'organisation et de fonctionnement de l'école montrent l'existence d'inégalités sociales durables en dépit de la hausse des taux de scolarisation et des tentatives de démocratisation de l'enseignement. L'école est, après la famille, le principal espace de socialisation des enfants. À cet égard, les sociologues

---

<sup>84</sup> Home Grown School Feeding (alimentation scolaire à base des produits locaux).

restent divisés sur les effets de cette socialisation : certains (E. Durkheim, Ph. Besnard *et al.*, 1993) pensent que l'école est un outil d'intégration à la société alors que d'autres (P. Bourdieu, J.-C. Passeron, 1964, 1970) estiment qu'elle est un outil de reproduction des inégalités sociales. Toutefois, les effets de l'éducation peuvent être classés en deux ordres : l'économique et le social. La dimension économique porte principalement sur la relation entre l'éducation et l'efficacité externe (T. Schultz, 1961, G. Becker, 1994). L'analyse de celle-ci est essentielle pour la planification de l'offre de formation, pour l'aide à l'orientation des financements publics, mais aussi à la réforme du système éducatif de manière à obtenir une offre visant à assurer l'insertion des diplômés sur le marché du travail.

Ainsi, la réussite scolaire est largement corrélée à la catégorie sociale d'origine. Pour cela, l'échec et la réussite scolaires sont souvent appréhendés par la plupart des sociologues de l'éducation (C. Baudelot, R. Establet, 1971) à travers la thématique des inégalités face à l'école. Ces inégalités ne sont pas forcément créées par l'institution scolaire dans son mode de fonctionnement et d'organisation. Elles sont parfois analysées et comprises en lien avec le milieu social d'où proviennent les élèves. Les manifestations de ces inégalités sur la scène scolaire sont toutefois identifiables dans les accès, les parcours et les sorties du système. Certains sociologues ont ainsi montré, par exemple, que les inégalités de réussite scolaire sont liées à l'origine sociale ou familiale (P. Bourdieu et J.-C. Passeron, 1964, 1970). Pour eux, ces inégalités s'expliquent par une sélection sociale aux dépens des classes populaires. Le système scolaire dispose, en effet, d'une autonomie relative par laquelle les propriétés sociales des « héritiers », en particulier leur « capital culturel », sont transformées en titres scolaires. L'école remplit ainsi sa fonction de légitimation en transformant les inégalités sociales qu'elle présente comme naturelles à travers des expressions comme les « dons », les « aptitudes » ou les « goûts ». Selon cette théorie de la reproduction sociale par l'école, les faibles chances de réussite scolaire des enfants issus des milieux défavorisés se justifient par le manque ou la faiblesse du capital culturel et du capital économique de leurs familles. L'inégalité des chances devant

l'enseignement résulte principalement de la stratification sociale elle-même. L'existence de positions sociales distinctes entraîne l'existence de systèmes d'attentes et de décisions distincts dont les effets sur l'inégalité des chances devant l'enseignement sont multiplicatifs. Les différences dans la qualité de l'héritage culturel en fonction de la classe sociale n'expliquent que dans une mesure très limitée l'inégalité des chances devant l'enseignement. Au jeune âge de l'apprenant, elles expliquent les différences dans la réussite scolaire en fonction de l'origine sociale. Par contre, elles n'expliquent guère les disparités du niveau scolaire en fonction de l'origine sociale (R. Boudon, 1973). Pour Boudon, l'inégalité des chances est le produit de logiques de situation ainsi que la conséquence de l'agrégation de décisions individuelles.

D'autres ont expliqué ces inégalités par le fonctionnement du système scolaire lui-même (C. Baudelot et R. Establet, 1971). Pour eux, l'école permet de faire perdurer l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel et l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie. Il se révèle alors que l'un des principaux acteurs de l'éducation, c'est-à-dire les élèves, entrent dans l'institution scolaire avec des capitaux économiques différents. Le capital économique de chaque élève influence ses performances scolaires. C'est pourquoi les États inventent des stratégies afin de réduire les écarts entre élèves et d'améliorer les indicateurs de la réussite scolaire. L'une des stratégies adoptées dans la plupart des pays dont le Togo est la cantine scolaire.

En effet, la cantine scolaire se présente comme un instrument participatif qui lie les enseignants, parents, « mamans cantines », élèves, producteurs et marchés locaux. Dans certaines communautés, l'alimentation scolaire est devenue une plateforme pour la réduction de la pauvreté ainsi que pour les activités locales de développement. Elle encourage les ménages démunis à envoyer leurs enfants à l'école et contribue à les y maintenir. Les programmes de cantines scolaires ciblent tous les enfants du préscolaire et du primaire des localités avec une attention particulière portée sur les filles. En apportant une nourriture vitale dans les régions les plus pauvres, l'alimentation scolaire pourrait

briser le cycle de la faim, de la pauvreté et de l'exploitation infantile pour rétablir l'équilibre socio-régional.

A ce jour, l'opération de distribution de repas scolaires au Togo, en partenariat avec la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial à travers le Projet de Développement Communautaire et des filets sociaux (PDCplus) devenu aujourd'hui le Projet de filets sociaux et services de base (FSB), touche 317 écoles du primaire et du préscolaire<sup>85</sup> sur 7 315 établissements primaires que compte le pays, soit 4,3%. En fait, la cantine est un service organisé dans une école pour offrir, avant midi, un repas chaud et équilibré aux élèves appelés rationnaires<sup>86</sup>. Elle est constituée d'infrastructures comprenant un réfectoire, une cuisine, un magasin de stockage et une cellule de gestion. Ce dispositif fonctionne lorsqu'il est ravitaillé en vivres et géré par des personnes compétentes et dévouées. Au Togo, ce service est financé par l'Etat et la Banque mondiale qui se sont fixés des objectifs immédiats à atteindre. Il s'agit d'accroître le niveau de scolarisation, d'améliorer le rendement scolaire, de lutter contre la malnutrition, de faire acquérir aux enfants un savoir-être et un savoir-vivre, de favoriser la parité fille/garçon, de retenir les élèves tout au long de leurs cursus et de réduire les taux d'abandon. La cantine scolaire se pointe alors comme un outil innovant de lutte contre la déscolarisation dans le primaire.

L'engagement politique du gouvernement togolais est d'étendre l'opération de distribution de repas à un très grand nombre de bénéficiaires et de généraliser les cantines scolaires dans les écoles primaires et préscolaires publiques du pays. Se référant au RESEN (2019, p. 26), le nombre d'élèves inscrits en 2018 s'élève à 12 501 au cours primaire (EDIL), 12 500 au préscolaire (JEDIL), 18 454 au secondaire premier cycle (CEGIL) et 1 735 au secondaire second cycle LYDIL. On peut relever qu'aucune évaluation des bénéfices réels de l'intervention, les défis et les opportunités d'amélioration des effets des repas scolaires n'est encore réalisée. La présente recherche veut combler ce vide. Elle pose la question

---

<sup>85</sup> Rapport d'activités ANADEB, 2021

<sup>86</sup> Bénéficiaires des repas scolaires dans les écoles à cantine

suivante : en quoi les cantines scolaires bénéficient-elles au système éducatif primaire au Togo ? La démonstration s'appuie sur la réponse provisoire selon laquelle l'introduction des cantines scolaires dans les stratégies d'éducation pour tous influence le niveau des indicateurs socioéducatifs au Togo. L'objectif visé est de faire ressortir les effets bénéfiques de l'alimentation scolaire au Togo.

## **2. Théorie de référence : le capital humain de G. Becker (1964)**

La théorie du capital humain établit la relation entre l'éducation et la croissance économique. Elle considère l'éducation comme l'un des moteurs de la croissance et du développement en raison de ses nombreuses vertus sur le développement économique et social.

Le recours à une telle théorie dans l'analyse des effets socioéconomiques de l'alimentation scolaire sur les indicateurs scolaires s'inscrit dans une perspective de compréhension du processus de développement qui varie d'un pays à un autre. Partant de ce constat, les économistes de l'éducation vont orienter leur axe de recherche sur l'importance de la prise en compte de la qualité des systèmes éducatifs dans leurs analyses. Ils relèvent, par ailleurs, que les inégalités de développement socioéconomiques entre les Nations traduisent les inégalités d'accès à l'école dans le monde. Ces réflexions ont conduit la plupart des pays du sud et leurs partenaires au développement à initier des projets de promotion de l'éducation pour tous et de l'éducation de qualité.

Ainsi, dans les processus de développement des nations, des indicateurs associés à la qualité de l'éducation vont contribuer à retrouver le rôle positif de l'accès et du maintien des apprenants à l'école. On se focalise alors sur la qualité du système éducatif et son effet sur la relation éducation-croissance. C'est dans cette dynamique que le gouvernement togolais a pensé initier ce projet de cantines scolaires afin de rétablir l'équilibre régional en promouvant l'égalité des chances d'une part, et à doter les apprenants des moyens de productivité nationale à court, moyen et long termes, d'autre part. À travers les cantines scolaires, le Togo pourra s'assurer de la formation de ses cadres de demain. Ils auront à acquérir un

corpus de données, une ressource cognitive et un modèle d'énonciation devant leur permettre de mieux agir dans la société. À travers les cantines scolaires, l'État entend assurer une génération d'individus qualifiés capables d'insuffler une dynamique de développement socioéconomique basée sur des valeurs. L'apprenant apparaît alors comme un acteur du changement social et son éducation dans les meilleurs moments s'impose au pays. Il s'agit, en réalité, de promouvoir le capital humain dans les milieux ruraux en proie à un décrochage scolaire, où les parents considèrent les élèves comme des forces champêtres. Les cantines scolaires constituent ainsi une alternative pour susciter le goût de l'école auprès des élèves et permettre aux parents de ne désormais plus s'inquiéter du manger de leurs enfants à l'école afin de pouvoir agir sur le déséquilibre régional constaté dans ces milieux ruraux défavorisés en termes de scolarisation et d'offrir des chances de réussite scolaire égales aux garçons et aux filles.

### **3. Approche méthodologique**

Les techniques de recherche déployées sont l'entretien individuel semi-directif et l'analyse documentaire. D'abord, des données sur les statistiques scolaires au Togo ont été exploitées dans différents documents comme les Plans sectoriels de l'éducation, les rapports sur l'état du système éducatif national, les rapports d'analyses statistiques du système éducatif et la sixième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS 6). En plus, des données primaires faisant essentiellement état de l'enquête qualitative basée sur le guide d'entretien administré aux bénéficiaires directs et indirects des cantines scolaires, aux mamans cantines, aux directeurs d'écoles, aux comités des parents d'élèves, aux responsables des structures centrales et déconcentrées de l'État, un certain nombre d'informations a été recueilli.

La collecte des données primaires qualitatives a concerné deux cantons par région. À l'intérieur de chaque canton, les investigations ont porté sur deux écoles à cantine et une école témoin sans prendre en



compte les EDIL<sup>87</sup>. Or, le projet de cantine scolaire a, en effet, touché les 200 cantons les plus pauvres du Togo conformément à la carte de pauvreté établie par l'INSEED. La recherche a retenu un taux de sondage de 10% des cantons. Au total, sur toute l'étendue du territoire national, vingt (20) écoles bénéficiaires sur trois cent dix-sept (317), soit 4,3%, et dix (10) écoles non bénéficiaires sur 7 315 ont été touchées dans dix (10) cantons ciblés. Les cantons et les écoles ont fait l'objet d'une enquête par choix raisonné eu égard aux difficultés d'accès à certaines écoles par endroits. L'usage de cette technique d'échantillonnage s'explique également par le fait que tous les établissements scolaires à cantine n'ont effectivement pas démarré la fourniture des repas scolaires avec l'ouverture des classes. Selon un des responsables de la cellule de gestion du projet, sur 317 écoles bénéficiaires des cantines scolaires, 264 avaient effectivement démarré la fourniture des repas avec l'ouverture des classes, soit 83,28% du total prévu.

Ensuite, un échantillon qualitatif composé de directeurs d'établissement du primaire (19), de responsables centralisés et décentralisés du projet (24), de mamans cantines (31) et de représentants des parents d'élèves (20) a été sélectionné conformément aux critères d'implication dans la gestion des cantines scolaires<sup>88</sup>. Ces différents acteurs impliqués dans la gestion du projet ont été touchés lors de la phase de collecte des données effectuée du 8 au 22 octobre 2020 dans les cinq

---

<sup>87</sup> Le projet de cantines scolaires ne prend pas en compte les EDIL car ces écoles ne sont souvent pas considérées par l'Etat et actuellement, le ministère des Enseignements primaire, secondaire et de l'artisanat déconseille la création anarchique de ces écoles. Celles qui existent déjà sont en train d'être transformées en écoles publiques.

<sup>88</sup> Les entretiens n'ont pas pu toucher les élèves, bénéficiaires directs du projet, car la collecte des données primaires coïncidait avec la survenue de la pandémie à nouveau coronavirus qui était à ses débuts et la méfiance était vraiment de mise. Pour des mesures de sécurité et de prudence, nous avons estimé qu'il fallait exclure cette population des entretiens de groupe et individuels. Toutefois, se référant au RESEN, 2019 : p.26, le nombre d'élèves inscrits dans le primaire EDIL en 2018 s'élève à 12 501, préscolaire JEDIL (12 500), secondaire premier cycle CEGIL 18 454, secondaire second cycle LYDIL (1 735).

régions économiques du Togo. Au cours de cette mission, nous avons pu interroger ces différents acteurs dans leurs milieux respectifs.

Les données qualitatives ont été traitées de manière classique et ont fait l'objet d'une analyse de contenu pour étayer les informations secondaires issues des rapports d'activités et des études d'évaluation du projet.

**Tableau 1 : Récapitulatif des principaux acteurs ayant pris part aux entretiens individuels semi-structurés**

| N° | Acteurs impliqués                                                              | Effectifs touchés |
|----|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Directeurs d'établissement du primaire                                         | 19                |
| 2  | Responsables des structures centralisées et décentralisées de l'Etat impliqués | 24                |
| 3  | Mamans cantines                                                                | 31                |
| 4  | Responsables des parents d'élèves                                              | 20                |

**Source : Allossunu et Kpotchou, octobre 2020**

#### **4. Résultats**

La mise en œuvre des cantines scolaires au Togo dans le cadre du projet de développement communautaire et des filets sociaux a généré des effets positifs sur les indicateurs scolaires qui feront l'objet d'examen et d'analyse à travers les différentes variables ci-après.

##### **4.1. Amélioration dans les scolarisations**

Les activités de cantines scolaires ont permis une nette amélioration des effectifs scolaires dans les écoles à cantine comme le relève le tableau ci-dessus.

**Tableau 2 : Effectifs scolarisés par niveau d'études et statut de 2011-2012 à 2017-2018**

|                 | 2011-2012        | 2012-2013        | 2013-2014        | 2014-2015        | 2015-2016        | 2016-2017        | 2017-2018        |
|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Primaire</b> | <b>1 368 074</b> | <b>1 412 356</b> | <b>1 413 208</b> | <b>1 413 600</b> | <b>1 498 312</b> | <b>1 524 195</b> | <b>1 548 876</b> |
| Public          | 980 963          | 1 011 651        | 1 016 312        | 1 024 818        | 1 062 248        | 1 064 334        | 1 070 912        |
| EDIL            | 19 568           | 13 838           | 9 281            | 9 183            | 10 329           | 11 189           | 12 501           |

**Source : RESEN (2019, p. 25), adapté par nos soins**

Au regard des données du tableau ci-dessus, au cours des huit dernières années, le nombre d'élèves a augmenté à tous les niveaux d'enseignements. Cette augmentation est d'ampleur variable selon les ans. Dans l'enseignement primaire, les effectifs ont progressé à un rythme beaucoup moins élevé que dans le préscolaire. L'effectif des élèves scolarisés dans les écoles primaires togolaises est passé de 1 368 074 en 2011 à 1 548 876 en 2018 soit une progression à un rythme annuel moyen de seulement 2,5% sur la période. Autrement dit, les effectifs du primaire ont globalement été multipliés par 1,2 sur la période. Avec l'objectif de transformer toutes les écoles d'initiatives locales (EDIL) en établissements publics. Il n'est pas étonnant de constater, par contre, une baisse significative des effectifs d'élèves scolarisés dans ces institutions. Cela dit, la transformation n'est pas encore complète, car en 2018, on dénombre encore plus de 12 000 élèves scolarisés dans ces EDIL. L'augmentation des effectifs a donc été essentiellement soutenue par les élèves scolarisés dans le secteur public et privé : 2,4% d'accroissement annuel moyen pour le public sur la période considérée.

Selon le rapport d'activités 2019 de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), il y a une augmentation de 10,3% des effectifs scolaires dans les écoles bénéficiaires de cantine scolaire contre 0,6% dans les écoles non bénéficiaires depuis 2010 sans oublier une contribution substantielle à la couverture des besoins des enfants en alimentation. Par ailleurs, en se référant aux données du Rapport sur l'état du système éducatif national (RESEN, 2019), les scolarisations se sont améliorées quasiment à tous les niveaux d'enseignement entre 2011 et 2018. La couverture à l'enseignement préscolaire a plus que doublé sur la période et 34% des enfants togolais sont préscolarisés en 2018 (contre seulement 14% en 2011). En 2018, 4% des enfants n'entrent toujours pas à l'école primaire (contre 6% en 2011), et 91% d'entre eux achèvent le cycle primaire (contre 76% en 2011). En 2017, les enfants de 6-11 ans non scolarisés étaient majoritairement issus des zones rurales (88,1% contre 11,9% pour les zones urbaines) et se situaient essentiellement dans les régions du nord (27,9% dans les Savanes et 27% à Kara). Ils étaient issus de

familles pauvres (80,5% provenaient des 40% des familles les plus pauvres du pays), et étaient un peu plus des filles (53%) que des garçons (47%). La chance d'accès aux différents niveaux d'enseignement varie selon certaines caractéristiques. Le tableau ci-dessous compare l'évolution du nombre d'élèves avec la population scolarisable entre 2010 et 2018

**Tableau 3 : Evolution des taux bruts de scolarisation (TBS) et du nombre d'apprenants pour 100 000 habitants de 2010-2011 à 2017-2018**

|                                    | 2010-2011     | 2011-2012     | 2012-2013     | 2013-2014     | 2014-2015     | 2015-2016     | 2016-2017     | 2017-2018     |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Préscolaire</b>                 |               |               |               |               |               |               |               |               |
| Nombre d'élèves                    | 55 120        | 66 018        | 86 680        | 96 957        | 1 15 105      | 132 725       | 143 897       | 155 739       |
| Population scolarisable [4-5 ans]  | 400 434       | 411 010       | 420 788       | 429 662       | 437 591       | 444 628       | 451 458       | 457 196       |
| <b>TBS</b>                         | <b>13,8%</b>  | <b>16,1%</b>  | <b>20,6%</b>  | <b>22,6%</b>  | <b>26,3%</b>  | <b>29,9%</b>  | <b>31,9%</b>  | <b>34,1%</b>  |
| <b>Primaire</b>                    |               |               |               |               |               |               |               |               |
| Nombre d'élèves                    | 1 299 802     | 1 368 074     | 1 412 356     | 1 413 208     | 1 413 600     | 1 498 312     | 1 524 195     | 1 548 876     |
| Population scolarisable [6-11 ans] | 1 045 441     | 1 080 573     | 1 115 305     | 1 148 849     | 1 180 321     | 1 209 136     | 1 238 677     | 1 265 751     |
| <b>TBS</b>                         | <b>124,3%</b> | <b>126,6%</b> | <b>126,6%</b> | <b>123,0%</b> | <b>119,8%</b> | <b>123,9%</b> | <b>123,1%</b> | <b>122,4%</b> |

**Source : RESEN (2019, p. 29), adapté par nos soins**

Au niveau des établissements primaires, le TBS est resté relativement stable. Estimé à 124,3% en 2011, il est désormais équivalent à 122,4% en 2018. Ce chiffre ne signifie pas pour autant que tous les enfants togolais ont désormais accès à l'enseignement primaire. En effet, il est utile de rappeler que le TBS n'est pas un indicateur de couverture effective<sup>89</sup> mais un indicateur de la capacité physique du système à assurer cette couverture. Autrement dit, il décrit dans quelle mesure les écoles du pays sont capables d'accueillir les enfants en âge d'être scolarisés. Les indicateurs analysés jusqu'à présent nous ont renseignés sur la dynamique d'évolution des effectifs et sur la couverture globale du système éducatif mais ne permettent pas de rendre compte de l'accès des enfants à l'école, de leurs parcours au sein des différents cycles d'enseignement ou encore

<sup>89</sup> Il inclut les redoublants et tous les enfants scolarisés au primaire quel que soit leur âge.

de la capacité du système éducatif à les maintenir à l'école. Afin de mieux appréhender les questions liées aux parcours scolaires des élèves, il est nécessaire d'avoir recours à des indicateurs spécifiques permettant de juger : i) de l'accès à chaque niveau ; ii) de la rétention au sein de chaque cycle ; iii) du niveau de transition entre les cycles et iv) de l'achèvement de chaque cycle.

Pour estimer ces différents indicateurs, deux sources de données complémentaires ont été mobilisées : les données administratives issues des recensements scolaires d'une part, et les données des enquêtes ménages, d'autre part.

#### **4.1.2. Les indicateurs scolaires : les admissions dans les écoles à cantines**

L'examen de l'évolution des indicateurs scolaires liés au projet des cantines scolaires au Togo montre que de 2008 à 2020, le nombre d'élèves bénéficiaires des cantines scolaires est passé de 18 803 à près de 100 000 ; le taux d'abandon est de 0,9% dans les Écoles primaires publiques à cantines contre 1,4% dans celles sans cantines ; l'inscription des filles a augmenté de 12,6% dans les Écoles primaires publiques à cantines alors que ce taux n'a augmenté que de 5,5% dans les écoles non bénéficiaires. Le nombre moyen annuel d'admissions est plus élevé dans les écoles à cantine que dans celles n'ayant pas bénéficié de cantine dans les régions des Savanes et centrale. Dans la région des Savanes par exemple, ce nombre est de 237 dans les écoles à cantine contre 186 dans les écoles sans cantine. Dans la région Centrale, il passe de 178 dans le premier groupe d'écoles (école à cantine) à 128 dans le second groupe (école sans cantine). Le test d'indépendance de ces moyennes est significatif à 1% dans les deux régions<sup>90</sup>. Cette tendance est plus observée au niveau des garçons qu'à celui des filles et au niveau des différents cours. Il en résulte donc qu'il y a plus d'admissions dans les écoles à cantine que dans les autres écoles. En effet, on observe une différence significative entre les écoles à cantines et les écoles sans cantines dans les trois régions au niveau du taux moyen

---

<sup>90</sup> Rapport de l'étude sur la pérennisation des cantines scolaires au Togo

de réussite. Ce taux varie entre 71% et 78,54% dans les écoles à cantines contre 58% et 74,09% dans les écoles sans cantines<sup>91</sup>. Dans la région de la Kara par contre, il n'y a pas de différence significative entre les deux groupes d'écoles même si, de façon tendancielle, le nombre moyen d'admissions est globalement plus élevé dans les écoles sans cantine (179) que dans les écoles à cantine (151). Ces constats s'expliquent bien quand on se réfère aux conditions de pauvreté. En effet, la pauvreté économique est plus accentuée dans les régions des Savanes et Centrale que dans celle de la Kara. La pauvreté et l'extrême pauvreté (cette dernière traduit surtout les difficultés alimentaires des ménages) touchent respectivement 91% et 73% de la population de la région des Savanes, 80% et 45% de celle de la région Centrale, et seulement 68% et 37% de celle de la région de la Kara<sup>92</sup>.

La taille relativement faible des échantillons d'écoles peut, en partie, expliquer les observations contradictoires au niveau de la région de la Kara. En effet, les rapports d'activités et les rapports d'évaluation du projet PDC révèlent que l'opération de distribution de repas scolaires a contribué à l'attraction et au maintien des enfants bénéficiaires à l'école, notamment en facilitant l'accès aux enfants plus âgés qui n'étaient pas encore inscrits et en attirant davantage de filles. Il s'ensuit que dans les régions les plus pauvres, beaucoup d'enfants restent à la maison sans aller à l'école parce qu'ils sont affamés ou qu'ils ne trouvent pas à manger suffisamment. Dans ces conditions, les écoles qui distribuent des repas scolaires ont attiré plus d'élèves que les autres. La cantine présente un effet bénéfique indéniable sur les inscriptions et la fréquentation scolaires dans les zones de pauvreté.

*« L'arrivée des cantines scolaires dans notre établissement a fait augmenter l'effectif des apprenants. Avant les cantines scolaires, on ne voyait certains élèves qu'au début de la rentrée des classes. Pendant l'année scolaire, ils disparaissaient et ne revenaient plus ; certains collègues circulaient de maison en maison pour sensibiliser ces apprenants et leurs parents sur la portée de l'école, mais hélas. Cependant, avec la mise en œuvre des cantines, la fréquentation et la rétention se sont nettement améliorées et*

---

<sup>91</sup> Idem

<sup>92</sup> Rapport d'achèvement du PDCplus, 2017

*l'irrégularité à l'école de certains élèves est désormais conjuguée au passé. Même les jours fériés, certains élèves passent à l'école pour voir s'il n'y a pas la cantine. », a confié un directeur d'école de la région de la Kara.*

#### **4.2. Effets de l'opération de distribution des repas scolaires sur le taux de promotion perçu ici comme une diminution des redoublements**

L'orientation scolaire togolaise privilégie un passage entre les sous-classes dans les enseignements primaires, c'est-à-dire que la question des redoublements entre les classes du cours primaire doit être évitée pour offrir aux apprenants la chance d'acquérir des notions fondamentales leur permettant de construire leur personnalité de base. Le tableau ci-dessous met en lumière l'efficacité interne du système éducatif sous le prisme des statistiques des redoublements entre les sous-classes.

**Tableau 4 : Efficacité interne du système éducatif togolais**

|              | Données scolaires<br>2017-18 | Données MICS 2017 | Consolidation %<br>redoublants 2017-18 |
|--------------|------------------------------|-------------------|----------------------------------------|
| CP1          | 0,5%                         | 14,7%             | 14,7%                                  |
| CP2          | 11,5%                        | 10,5%             | 11,5%                                  |
| CE1          | 2,4%                         | 14,1%             | 14,1%                                  |
| CE2          | 13,1%                        | 14,4%             | 13,1%                                  |
| CM1          | 3,0%                         | 15,0%             | 15,0%                                  |
| CM2          | 14,1%                        | 11,9%             | 14,1%                                  |
| <b>Total</b> | <b>7,0%</b>                  | <b>13,4%</b>      | <b>13,7%</b>                           |

**Source : calcul des auteurs à partir des données administratives du MEPS et des données MICS6 2017**

Concernant l'efficacité interne du système, on note une diminution des redoublements à tous les niveaux d'enseignement. Au primaire, la proportion de redoublants est passée de 21,5% en 2011 à 13,7% en 2018, mais la politique des sous-cycles<sup>93</sup> n'est pas effective, puisque si les

<sup>93</sup> L'enseignement primaire togolais est composé de 3 sous-cycles : CP1-CP2, CE1-CE2 et CM1-CM2 et les programmes sont conçus sur 2 années entières avec interdiction de redoubler à l'intérieur d'un sous-cycle, le redoublement n'intervenant qu'en fin de sous-cycle si l'élève n'a pas les compétences minimales requises pour continuer dans

redoublements ont été interdits à l'intérieur d'un sous-cycle, les enseignants ne semblent pas la respecter. La question de la sensibilisation et du dialogue avec les enseignants sur la pratique du redoublement et la politique des sous-cycles mérite d'être soulevée avec attention dans la mesure où l'interdiction administrative ne semble pas être acceptée. Au collège et au lycée, en 2018, les proportions de redoublants étaient respectivement de 20,2 % (-1,8 points par rapport à 2011) et de 24,4% (-10,5 points par rapport à 2011)<sup>94</sup>.

Ainsi, l'effet bénéfique de la distribution des repas scolaires est alors bien remarquable dans l'amélioration des indicateurs scolaires au niveau primaire surtout dans les régions des Savanes et Centrale par rapport à la promotion (la réussite ou le passage d'une classe à la classe supérieure). En effet, on observe au niveau du taux moyen de promotion, une différence significative entre les écoles à cantine et les écoles sans cantine de 2009 à 2014. Ce taux se chiffre à 78,54% dans les écoles à cantine et à 74,09% dans les écoles sans cantine dans la région des Savanes. Dans la région Centrale, il est de 71% dans le premier groupe d'écoles contre 58% dans le second. Ainsi, l'effet de la cantine sur le taux de réussite est plus prononcé dans la région centrale où il se manifeste significativement aussi bien au niveau du genre (filles / garçons) que des différents cours.

Toutefois, dans les deux régions, cet effet reste seulement tendanciel et non significatif sur le taux de réussite au CEPD. À travers les entretiens que nous avons eus avec certains acteurs chargés de la mise en œuvre du projet, nous nous sommes rendus compte de l'apport considérable du projet comme nous l'a confié un directeur d'école de la préfecture de Tône :

*« Avant les cantines scolaires, certains enfants allaient sur la montagne à la recherche des fruits et se cassaient parfois les bras. D'autres, abandonnent prématurément les classes au profit des champs et de voyages vers le Nigéria. Mais avec les cantines scolaires, l'effectif a augmenté, les enfants sont réguliers à l'école et obtiennent de bons résultats à la fin de l'année ».*

---

le sous-cycle suivant.

94 RESEN, 2019



Dans la région de la Kara, globalement, il n'y a pas une différence significative entre le taux moyen de promotion des écoles à cantine et celui des écoles sans cantine. Au niveau des cours, on note même au CP1 que ce taux est significativement plus élevé dans les écoles sans cantine. Les études d'évaluation<sup>95</sup> de l'opération ont également abouti à la conclusion qu'avec les cantines à l'école, il y a un résultat meilleur concernant la réussite scolaire :

*« Grâce à la cantine, les élèves ne restent plus à la maison ; ils ne se fatiguent plus en parcourant de grandes distances ou en effectuant de lourds travaux pour pouvoir trouver à manger. Au contraire, ils sont ponctuels à l'école ; à midi, ils mangent sur place, sont plus concentrés, sont moins fatigués, ont plus de temps à consacrer à leurs devoirs et suivent attentivement les classes de l'après-midi », a déclaré un directeur d'établissement dans la région des Savanes.*

Ses propos sont conformes à ceux d'une maman cantine de la région de la Kara :

*« Dans la préfecture de Doufelgou, beaucoup de parents ne s'occupent guère de leurs enfants. La culture du milieu n'offre pas un cadre propice à l'émergence des enfants. Les enfants sont abandonnés à eux-mêmes. Chaque élève se débrouille pendant la récréation et à midi pour trouver de quoi tromper la faim. Mais avec les cantines scolaires, les élèves mangent bien à l'école et arrivés à la maison le soir, certains d'entre eux ne mangent plus ».*

Ces conditions contribuent significativement à accroître les chances de réussite des élèves à l'école. Ainsi, il ressort que l'effet de la cantine scolaire est plus manifeste surtout dans les zones les plus pauvres où l'éducation est vécue comme une réserve économique ou comme un besoin secondaire.

---

95 On citera notamment l'Évaluation de l'opération de fourniture de repas aux écoliers des zones vulnérables du Togo (analyse qualitative) et le Rapport d'achèvement du projet de développement communautaire (PDC), période d'exécution, 2008-2013

#### 4.3. Effets de l'opération de distribution de repas scolaires sur le taux d'abandon

L'un des objectifs des cantines scolaires est de contribuer à réduire les abandons dans le système éducatif à la base. Le tableau ci-après compare le taux d'abandons dans les écoles à cantines à celui dans les écoles non cantinières.

**Tableau 5 : Taux (%) d'abandons dans les écoles pourvues et non pourvues de cantines selon les régions**

| Région       | Maritime | Plateaux | Centrale | Kara | Savanes | Moyenne |
|--------------|----------|----------|----------|------|---------|---------|
| Pourvues     | 0,0      | 1,4      | 1        | 1,3  | 0,5     | 0,9     |
| Non pourvues | 1,2      | 2,7      | 1,1      | 1,0  | 1,3     | 1,4     |

**Source : Rapport PDC, 2010**

Globalement, dans les régions, la cantine scolaire contribue effectivement à la réduction du taux d'abandon dans les écoles qui donnent à manger aux élèves. Les repas scolaires incitent les enfants à venir et à y rester plus longtemps.

*« Avec les cantines, tous les enfants veulent maintenant aller à l'école. Cela profite à nous tous. Pour les enfants, ils sont moins excités à faire des bêtises à la maison quand nous sommes absents et cela leur permet de se concentrer durant cinq jours sur sept. Pour nous, cela nous aide à ne pas rester pensifs tous les jours comme avant. En outre, le temps que nous consacrons à surveiller nos enfants a diminué et le gain en temps est redéployé pour faire d'autres activités qui nous sont bénéfiques » :* affirmation d'un membre du Comité des parents d'élèves de la région maritime.

Le but de tout système éducatif est d'admettre tous les enfants en âge d'être scolarisés à l'école. Cela consiste aussi à faire en sorte que ceux qui entament un cycle donné puisse l'achever dans les temps normalement impartis, autrement dit, en n'abandonnant pas en cours de cycle et en redoublant le moins possible. Les analyses proposées dans cette partie évaluent dans quelle mesure le système permet de réaliser cet objectif avec la mise en œuvre du projet des cantines scolaires. La question de

l'abandon scolaire se révèle de plus en plus comme un handicap à la réussite des objectifs de développement durable dans les pays en développement. Le Togo n'est pas ainsi du reste. Par rapport à l'ensemble du pays, le phénomène de l'abandon scolaire est très accentué dans les zones rurales en raison surtout des effets de la pauvreté et de la faim. De manière générale, les taux d'abandons scolaires dans les écoles étudiées sont nettement plus élevés que les moyennes nationales (taux d'abandon est de 9,7% au niveau national : 8,9% pour les garçons et 10,6% pour les filles, avec de fortes disparités régionales : 13,2% à 11% dans les régions Kara, Plateaux et Maritime contre 5,2% à Lomé Golfe). Leur niveau témoigne de l'acuité de la pauvreté, non seulement dans les zones rurales, mais particulièrement dans les zones des écoles bénéficiaires des repas scolaires. En effet, dans la région des Savanes par exemple, le taux d'abandon est dans l'ensemble moins élevé dans les écoles à cantines que dans les écoles sans cantines, et ceci, de manière significative dans toutes les classes et au cours de toutes les années académiques sauf l'année 2009-2010 où la différence n'est pas significative. Par rapport au sexe, cette différence est très significative au niveau des garçons. Mais, au niveau des filles, le taux d'abandon est relativement plus élevé dans les écoles à cantine que dans les écoles sans cantine. Toutefois, cette différence n'est pas significative. La tendance de la baisse générale du taux d'abandon dans les écoles à cantine se vérifie également dans la région Centrale. Dans cette région, les écoles à cantine y enregistrent dans l'ensemble un taux d'abandon moins élevé de manière significative que les écoles sans cantine. Ce constat s'observe aussi bien au niveau des classes (à l'exception de celle du CM2 où le cas inverse apparaît de manière tendancielle) qu'au niveau du sexe (filles / garçons) (RESEN, 2019).

## **5. Discussion des résultats**

Les inégalités sociales à l'école sont un sujet récurrent de débats, un objet tout aussi récurrent de politiques éducatives. Néanmoins, ces inégalités en milieux scolaires sont perçues avec un certain fatalisme au Togo. Les acteurs du développement prennent cette problématique au

sérieux, car dit-on souvent que « tout se joue avant 6 ans », que l'école est bien impuissante face aux déterminismes familiaux, que la réussite scolaire est biaisée par des inégalités sociales désespérément persistantes. C'est fort de tout ceci que les cantines scolaires viennent en réponse à ces inégalités sociales au niveau scolaire et permettent de développer l'économie locale en créant une dynamique communautaire autour des actions de cohésion sociale, de paix et d'égalité des chances.

Cet article tente de démontrer sur la base des données secondaires et des entretiens individuels semi-directifs les rouages, non seulement des inégalités sociales face à l'école et en son sein, mais aussi de la contribution des cantines scolaires à la réduction de ces inégalités scolaires. Ce faisant, il a redressé des idées reçues et questionné un certain nombre de mythes et de gestes utiles. Il a interpellé aussi les diverses théories sociologiques qui ont prétendu, dans les années 1970, donner une vision intégratrice des inégalités.

En dégageant les processus qui engendrent et reproduisent les inégalités sociales à l'école, il a permis d'entrevoir des pistes de l'alimentation scolaire devant briser le cercle de la reproduction de ces inégalités en donnant sa place à l'institution scolaire en vue d'une éducation pour tous réussie. En effet, l'opération de distribution de repas scolaires présente des effets bénéfiques sur les indicateurs scolaires au Togo. Les repas scolaires servis dans les écoles contribuent à l'accroissement des admissions et du taux de promotion, à la baisse du taux d'abandon dans les écoles aussi bien au niveau des filles que des garçons, à tous les niveaux de classes. Ils améliorent l'état nutritionnel des élèves et augmentent les capacités de résilience des petits producteurs agricoles<sup>96</sup>. Toutefois, au regard des besoins, et pour un impact durable à grande échelle, il urge de généraliser les cantines scolaires pour couvrir la plupart des écoles primaires des zones rurales. Ceci pourra également contribuer à éviter les effets attractifs des élèves qui quittent les zones non

---

96 République togolaise, 2017, Rapport d'achèvement du PDCplus.

bénéficiaires au profit de celles bénéficiaires afin de limiter les effets d'entraînement.

Se référant aux travaux de K. Toure, en Côte d'Ivoire, tous les enfants (de milieux favorisé ou défavorisés) rencontrent des difficultés pour manger à midi. Celles-ci contribuent aux abandons en cours de cycle. Selon l'auteur, les cantines scolaires apparaissent alors comme un moyen efficace de rétention des enfants à l'école. Elles sont perçues comme un outil capable d'aider les élèves à terminer le cycle primaire afin d'accéder au cycle secondaire (K. Toure, 2017, p. 6). Ces résultats corroborent les conclusions des travaux de cette recherche.

Toutefois, l'effet de la cantine sur l'abandon scolaire est limité. Les causes des abandons scolaires sont multiples et sont interdépendantes ou complémentaires et ne peuvent se réduire à l'alimentation. Outre la faim, la pauvreté monétaire et les échecs (redoublement) répétés, l'âge avancé, les grossesses précoces contraignent certains élèves à abandonner l'école. Des études antérieures (*Baseline*) ont révélé que les abandons dans les écoles y compris celles à cantine s'observaient dans les localités les plus pauvres et s'expliquaient à la fois par l'incapacité pour les parents de subvenir aux besoins scolaires des enfants, le découragement des élèves relativement âgés suite à des redoublements répétés, et l'obligation chez certains élèves d'aller travailler pour satisfaire leurs besoins matériels et sociaux. Il en résulte que les actions qui peuvent significativement contribuer à la baisse du taux d'abandon scolaire comprennent, outre la fourniture de repas scolaires, les services d'amélioration de l'environnement scolaire et les actions de protection sociale, en l'occurrence les mesures de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité. Par ailleurs, les résultats du rapport relatif à la contribution des cantines scolaires *aux résultats de l'éducation dans le sud de Madagascar (2015-2019)* montrent qu'une multitude de facteurs est à considérer quant aux raisons de l'inscription, de la fréquentation et de la rétention scolaires. S'il est délicat de faire le lien entre les cantines scolaires et l'inscription scolaire, celui entre les cantines scolaires et la fréquentation et rétention scolaires est plus visible. Cette contribution établit un lien certain entre les

cantines scolaires et l'amélioration de la concentration au cours. Cependant, la qualité de l'environnement scolaire est un facteur important de la fréquentation scolaire. Les repas scolaires permettent aux enfants de mieux se concentrer et ainsi d'avoir de meilleurs résultats scolaires (PAM, Bureau pays de Madagascar, 2020).

Au-delà de remplir la fonction principale de distribution de repas dans un cadre scolaire, les cantines répondent à différentes problématiques, à savoir le faible taux de scolarisation : manque d'intérêt des familles pour scolariser leurs enfants, plus particulièrement les filles, manque de motivation ou impossibilité pour les enfants d'aller à l'école (distance de l'école au domicile familial, contraintes horaires ou familiales), insécurité alimentaire, malnutrition, pauvreté avec des répercussions sur les conditions d'apprentissage : faible assiduité, manque de concentration, abandon scolaire, baisse de niveau. Le relèvement de tous ces défis structurels permettra à l'Etat de disposer des ressources humaines de qualité et de quantité en vue de booster la productivité nationale comme l'a relevé G. Becker (1964).

Dans une même veine, R. Lucas (1988), l'un des pionniers de l'analyse des mécanismes endogènes de croissance, met l'accent sur les relations entre secteur productif et secteur éducatif. La place du facteur humain dans la production constitue le cœur des apports des modèles de croissance endogènes à la macro-économie. On considère que la productivité des salariés est améliorée par la plus grande qualité du facteur travail. Le capital humain agit directement sur la quantité et la qualité de la production. On pourra alors comprendre que la richesse des Nations est fondamentalement l'œuvre des hommes « qualifiés ».

### **Conclusion**

Au demeurant, les programmes d'alimentation scolaire sont effectivement un des filets de protection sociale des pouvoirs publics à partir desquels les inégalités sociales traditionnelles reconnues en l'école peuvent s'amoinrir par les effets conjugués des actions de développement. En termes d'effets sur les populations bénéficiaires, les

différents rapports explorés et les entretiens menés ont suffisamment démontré que les projets de préparation des aliments à l'école pour les apprenants ont effectivement permis d'améliorer substantiellement un accès équitable à l'éducation des filles et des garçons.

En sus, les taux de fréquentation, d'assiduité, de rétention des enfants à l'école, en particulier celle des filles, de l'évolution des effectifs scolaires se sont nettement améliorés eu égard aux différents rapports sur le système éducatif togolais. Ils ont permis par ailleurs de renforcer les capacités des communautés bénéficiaires, de les mobiliser autour de l'école et de favoriser la concertation et le dialogue entre les différents acteurs sociaux à la base, d'améliorer la santé scolaire et d'accroître la performance des élèves sans oublier qu'ils ont favorisé la création d'emplois directs au sein des communautés bénéficiaires (mamans cantines et petits producteurs locaux). Les cantines scolaires inaugurent alors des espaces de cohésion sociale et d'inclusion au sein des communautés.

C'est fort de ces constats que la plupart des pays pauvres se tournent de plus en plus vers les programmes d'alimentation scolaire dont la dimension de protection sociale peut constituer une réponse à la crise d'éducation de qualité et d'éducation pour tous. Ces programmes ouvrent de nouvelles perspectives pour l'assistance aux familles pauvres et aux enfants qui ont faim. Ils contiennent les germes d'une réponse efficace au problème de la faim et contribuent à lutter contre la malnutrition en proposant par exemple des traitements de déparasitage ou la distribution de produits enrichis en micronutriments. Ils sont à même d'encourager les familles pauvres à envoyer leurs enfants à l'école pendant toute la durée de l'année scolaire pour les nourrir et améliorer leur éducation. Ils ciblent efficacement les plus vulnérables comme les filles et les enfants en difficulté d'intégration scolaire. Il a été question dans cet article de rendre plus claire la portée de l'alimentation scolaire et d'aider les gouvernements, les responsables politiques, les donateurs, les organisations non gouvernementales et autres partenaires à continuer à mettre en exergue les avantages des programmes d'alimentation scolaire

et leurs coûts. De toute évidence, la question de savoir si l'alimentation scolaire a les atouts nécessaires pour venir en aide aux plus vulnérables paraît alors dépassée. Face à la crise mondiale, nous devons désormais concentrer nos efforts sur la conception et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire efficaces et durables qui s'adressent aux plus démunis et contribuent à les protéger, aujourd'hui et demain.

### Références bibliographiques

- Agbo E., 2010: *Rapport de l'évaluation de l'opération de fourniture de repas aux écoliers des zones vulnérables du Togo, Analyse quantitative*, Lomé.
- Alderman H., Gilligan D. O. et Lehrer K., 2008: "The Impact of Alternative Food for Education Programs on School Participation and Education Attainment in *Northern Uganda*," Draft, World Bank, IFPRI, and University of British Columbia.
- Baudelot C. et Establet R., 1971 : *L'Ecole capitaliste en France*, Paris, Maspéro.
- Becker G., 1994: "*Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*", New York, National Bureau of Economic Research, Chicago, Univ. of Chicago Press.
- Besnard P., Borlandi D. et Vogt P., 1993 : *Division du travail et lien social. Durkheim, un siècle après*, Paris, PUF.
- Boudon R., 1973 : *L'inégalité des chances, la mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, Armand Colin.
- Bourdieu P. et Passeron J.-C., 1970 : *La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Editions de Minuit.
- Bourdieu P., Passeron J.-C. et Chamborédon J.-C., 1964 : *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Editions de Minuit.
- Bundy D., Burbano C., Grosh M. et Gelli A., 2011 : *Repenser l'alimentation scolaire : Filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation*, Paris, Pearson.
- Durkheim E., 1922 : *Education et sociologie*, Paris, PUF.



- Guellec D. et Ralle P., 2003 : *Les nouvelles théories de la croissance*, Paris La Découverte.
- PAM et Banque Mondiale, 2009 : *Repenser l'alimentation scolaire : Filets de protection sociale, développement de l'enfant, et secteur de l'éducation*, Rome.
- PAM, 2012: *School feeding Cost Assessment Template*, Rome.
- PAM, 2012: *School Feeding: National Programmes Cost Assessment*, Guidelines on how to run the Analysis, Rome.
- PAM, Bureau pays de Madagascar, 2020 : *Contribution des cantines scolaires aux résultats de l'éducation dans le sud de Madagascar (2015-2019) : analyse de la contribution*, [En ligne] <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000118909/download/>, consulté le 14 mai 2021.
- République togolaise, 2013 : *Politique nationale d'alimentation scolaire (PNAS) 2014-2022*, Lomé.
- République togolaise, 2015 : *Rapport d'évaluation avantages/coût de l'opération de distribution de repas scolaires au Togo*, Lomé.
- République togolaise, 2017 : *Rapport de la sixième édition de l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS6)*, Lomé.
- République togolaise, 2019, *Rapport sur l'état du système éducatif national (RESEN)*, Lomé.
- République togolaise, 2021 : *Rapport de présentation du projet de décret relatif aux modalités d'approvisionnement et de stockage des produits destinés à l'alimentation scolaire*, Lomé.
- Schultz T., 1961: *Investment in Human Capital*", American Economic Review.
- Sen A., 2000 : *Repenser l'inégalité*, Seuil, Paris.
- Togo-MDBAJEJ, 2013 : *Rapport d'achèvement du projet de développement communautaire (PDC)*, Période d'exécution : 2008-2013, Lomé.
- Toure K., 2017, *Lutte contre la déscolarisation dans l'enseignement primaire : Les cantines scolaires en Côte d'Ivoire*, European Scientific Journal, n°35.

UNESCO, 2010 : *Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous*.

Wells Herbert George, Greenhalgh G., Gowan Jean Mac, Farmer A., Shea Beverly Jo, Mayhew A. and Tugwell Peter, 2007, "School Feeding for Improving the Physical and Psychosocial Health of Disadvantaged Elementary School Children," *Cochrane Database of Systematic Reviews* 1.